

**Audience publique du 25 mai 2011**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...  
contre une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration  
en matière de protection internationale (art. 19, L 5.05.06)

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 27548 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif le 3 décembre 2010 par Maître Pascale Petoud, avocat à la Cour, inscrite au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., né le ... à ... (Afghanistan), de nationalité afghane, demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation d'une décision du ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration du 28 octobre 2010 ayant rejeté sa demande en protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection ainsi qu'à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 février 2011 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision entreprise ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Pascale Petoud et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 7 février 2011.

---

Le 12 octobre 2009, Monsieur ... introduisit auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après « la loi du 5 mai 2006 ».

Le même jour, il fut entendu par un agent du service de la police judiciaire section police des étrangers et des jeux, de la police grand-ducale sur son identité et sur son itinéraire de voyage suivi pour venir au Grand-Duché de Luxembourg.

Il fut entendu en dates des 8 février, 10 mars et 17 août 2010 par un agent du ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sur sa situation et sur les motifs se trouvant à la base de sa demande de protection internationale.

Par décision du 28 octobre 2010, expédiée par lettre recommandée le 2 novembre 2010, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, ci-après dénommé « le

ministre », informa Monsieur ... que sa demande de protection internationale avait été rejetée comme étant non fondée. Cette décision est libellée comme suit :

*« [...] J'ai l'honneur de me référer à votre demande en obtention d'une protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection que vous avez présentée auprès du service compétent du Ministère des Affaires étrangères en date du 12 octobre 2009.*

*En application de la loi précitée du 5 mai 2006, votre demande de protection internationale a été évaluée par rapport aux conditions d'obtention du statut de réfugié et de celles d'obtention du statut conféré par la protection subsidiaire.*

*En mains le rapport du Service de Police Judiciaire du 15 octobre 2010 et les rapports d'entretien de l'agent du Ministère des Affaires étrangères des 8 février, 10 mars et 17 août 2010.*

*Il ressort du rapport du Service de Police Judiciaire que vous auriez quitté votre pays pour aller d'abord en Grèce après avoir traversé l'Iran et la Turquie. Le 30 octobre 2008, vous avez été enregistré en Grèce comme personne entrée illégalement sur le territoire. Vous dites ne pas avoir déposé de demande d'asile en Grèce. Vous vous seriez maintenu quelques mois dans ce pays malgré un ordre de quitter le territoire. Vous auriez quitté la Grèce pour aller en Macédoine, en Serbie puis en Hongrie. Arrêté dans ce pays par la police des frontières, vous y auriez déposé une demande d'asile. Les autorités hongroises ayant l'intention de vous transférer en Grèce, vous seriez parti pour l'Autriche. Vous auriez aussi déposé une demande d'asile en Autriche. Comme les autorités autrichiennes voulaient vous renvoyer en Grèce, vous seriez venu au Luxembourg.*

*Il résulte de vos déclarations à l'agent ministériel que vous seriez né à ..., en Afghanistan. Vous auriez vécu quelques années à ... puis à ...avant de partir avec vos parents vivre au Pakistan. Début 2008, votre famille serait rentrée en Afghanistan.*

*Votre père aurait été agent de renseignements dans l'ancien gouvernement communiste, sous les ordres du général .... Il aurait été plus particulièrement chargé d'obtenir des renseignements sur les Moudjahidines du Panshir, sa région d'origine. Lors de la chute du gouvernement communiste, votre père n'aurait plus pu rester à ... et c'est pour cela que votre famille serait partie s'installer à ..., fief du général .... Cependant, lorsque les Talibans seraient arrivés à la porte de ...et se seraient emparés de la ville, vos parents auraient fui avec vous au Pakistan.*

*Vous auriez effectué votre scolarité dans ce pays.*

*Au début de l'année 2008, votre famille serait rentrée en Afghanistan.*

*En août 2008, vos parents auraient été tués par balles dans les circonstances suivantes : vous auriez été invités aux fiançailles de votre cousine, à Kheyr Khaneh, à 40 minutes en bus de votre domicile mais vos parents seraient restés à la maison car votre mère aurait été souffrante. Vous y seriez allé seul avec vos petits frères. Le lendemain de la fête, vous seriez rentrés à la maison et vous auriez découvert vos parents morts. Des voisins, déjà présents sur place, auraient appelé la police mais vous affirmez que l'enquête n'aurait pas été poursuivie. Vous pensez que cet assassinat serait l'œuvre des partisans du général ... et des*

*Moudjahidines et que c'est à cause de cela que la police n'aurait pas poursuivi ses investigations. Vous affirmez que cet assassinat aurait eu comme cause le travail de votre père comme agent de renseignements.*

*A la mort de vos parents, vos frères, âgés alors de 11 et 8 ans auraient été placés dans des familles d'accueil. Vous n'auriez plus de leurs nouvelles. Vous-même seriez allé vivre chez un ami de votre père nommé .... Ce serait cette personne qui vous aurait conseillé de quitter l'Afghanistan car il pensait que les meurtriers de vos parents pourraient s'en prendre à vous.*

*Vous affirmez que les autorités afghanes seraient dans l'impossibilité de vous protéger car les Moudjahidines seraient plus puissants que le gouvernement. De même, vous n'auriez pas pu aller vivre ailleurs en Afghanistan car ils vous auraient retrouvé partout.*

*Enfin, vous admettez n'avoir subi aucune autre persécution ni mauvais traitement, et ne pas être membre d'un parti politique.*

*Il y a d'abord lieu de relever que la reconnaissance du statut de réfugié n'est pas uniquement conditionnée par la situation générale du pays d'origine, mais aussi et surtout par la situation particulière du demandeur qui doit établir, concrètement, que sa situation individuelle est telle qu'elle laisse supposer une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève.*

*Or, les faits que vous alléguiez ne sauraient constituer un motif justifiant la reconnaissance du statut de réfugié, puisqu'ils ne peuvent, à eux seuls, établir dans votre chef une crainte fondée d'être persécuté dans votre pays d'origine du fait de votre race, de votre religion, de votre nationalité, de votre appartenance à un groupe social ou de vos convictions politiques ainsi que le prévoit l'article 1er, section 1, § 2 de la Convention de Genève ainsi que les articles 31 et 32 de la loi précitée du 5 mai 2006.*

*En effet, en l'espèce, certaines affirmations de votre récit et certaines pièces remises sont sujettes à caution.*

*En ce qui concerne d'abord les événements historiques qui ont eu lieu dans votre pays, il faut savoir que la prise de ... par les Moudjahidines a eu lieu en septembre 1992. Selon vous, votre famille aurait quitté ... sur le champ. La prise de ... par les Talibans a eu lieu en 1998. Vous auriez donc, si on suit votre récit, quitté l'Afghanistan cette année-là pour y revenir dix ans plus tard et non huit ans comme vous l'affirmez.*

*Nos recherches ne nous ont pas permis de trouver de général ... ni de trouver votre adresse, ..., sur le plan de ville de .... Vous situez votre quartier à l'ouest de ... alors que le stade Ghazi, proche de chez vous, est à l'est de la ville.*

*Vous remettez un journal qui aurait parlé de l'assassinat de vos parents. D'une part, ce journal, supposé être un original, a plutôt l'air d'une copie quand on voit la qualité du papier et surtout des photos qui s'y trouvent. Le logo du journal, l'Arman-e-Milli est différent du logo officiel. Mieux encore, ce journal est daté du 23 août 2008 (2 somboleh 1387 en calendrier afghan) qui est un samedi et l'article mentionne « hier dimanche,... », ce qui laisserait supposer que ce serait un journal du lundi, ce qui n'est pas possible alors que le journal est daté du samedi. De plus, le couple assassiné ne correspond pas à vos parents, dans la mesure où les noms diffèrent ainsi que le nombre d'enfants puisqu'on y parle de*

*« l'enfant » alors que vous aviez encore deux frères. Je relève d'ailleurs qu'il est curieux que vous ne vous rappeliez pas du jour de la mort de vos parents qui est quand même un événement marquant de votre vie.*

*Je relève aussi que sur un site internet de rencontres, vous vous êtes annoncé comme étant né à ... et non à .... Vos explications, sur question de l'agent, comme quoi vous n'auriez jamais inscrit cela et que « parfois lorsqu'on tape une lettre, un mot apparaît » sont tout sauf convaincantes.*

*En ce qui concerne vos craintes qu'il vous arrive la même chose qu'à votre père, elles sont peu crédibles. Votre père, d'après vous, a arrêté son travail d'agent de renseignements après la chute de ..., donc en 1992. Il n'a pas non plus retravaillé après son retour en Afghanistan en 2008. Il est curieux qu'il ait été assassiné en 2008 pour des activités datant de plus de seize ans, alors qu'il a vécu à ...de 1992 à 1998 sans être inquiété.*

*D'ailleurs, des faits non personnels mais vécu par d'autres membres de la famille ne sont susceptibles de fonder une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève ou de la loi du 5 mai 2006 précitée que si le demandeur de protection internationale établit, dans son chef, un risque réel d'être victime d'acte similaires en raison de circonstances particulières. Dans votre cas, ces risques sont quasiment inexistantes dans la mesure où les activités d'agent de renseignements de votre père, en les supposant établies ce qu'elles ne sont pas, ont eu lieu quand vous étiez encore très jeune puisqu'elles datent de plus de seize ans.*

*Je note aussi que c'est une pure supposition de votre part que l'assassinat de vos parents ait été commandité par ... et par les Moudjahidines. ... est Premier vice-président d'Afghanistan depuis 2009. Le général ... était allié du général ... et fondateur avec lui de l'Alliance du Nord. De plus vous dites que votre père se serait senti en sécurité auprès du général ..., à .... Il est donc peu crédible que ce soit des partisans de son allié, le général ..., qui aient commandité son assassinat.*

*Vous affirmez que la police n'aurait pas poursuivi son enquête après le décès de vos parents mais je relève que vous avez quitté le pays après cet événement, puisque vous étiez déjà en Grèce en octobre 2008. Vous ne pouvez donc pas savoir quelles suites la police a réservé à l'enquête.*

*Ainsi, vous n'alléguiez aucun fait susceptible d'établir raisonnablement une crainte de persécution en raison d'opinions politiques, de la race, de la religion, de la nationalité ou de l'appartenance à un groupe social, susceptible de rendre votre vie intolérable dans votre pays. Les conditions permettant l'octroi du statut de réfugié ne sont par conséquent pas remplies.*

*En outre, votre récit ne contient pas de motifs sérieux et avérés permettant de croire que vous courez un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. En effet, les faits invoqués à l'appui de votre demande ne nous permettent pas d'établir que a) vous craignez de vous voir infliger la peine de mort ou de vous faire exécuter, b) vous risquez de subir des actes de torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants, c) vous êtes susceptible de faire l'objet de menaces graves et individuelles contre votre vie en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.*

*En l'espèce, les invraisemblances qui émaillent votre récit ne nous permettent pas de croire que vous pourriez bénéficier de la protection subsidiaire. Vos craintes restent à l'état de simple supposition. Ainsi, les faits que vous alléguiez ne justifient pas la reconnaissance du statut conféré par la protection subsidiaire.*

*Votre demande en obtention d'une protection internationale est dès lors refusée comme non fondée au sens de l'article 19§1 de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection.*

***La présente décision vaut ordre de quitter le territoire. [...] »***

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 3 décembre 2010, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation de la décision du ministre du 28 octobre 2010 portant refus d'une protection internationale et tendant à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire, compris dans la même décision.

**1. Quant au recours tendant à la réformation de la décision ministérielle du 3 décembre 2010 portant refus d'une protection internationale**

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en réformation en matière de demandes de protection internationale déclarées non fondées, le tribunal administratif est compétent pour connaître du recours en réformation dirigé contre la décision ministérielle déférée.

Le recours en réformation est par ailleurs recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, Monsieur ... fait exposer les faits et les motifs à la base de sa demande de protection internationale et estime avoir fait des déclarations claires et précises pour expliquer le contexte et les raisons de sa demande. D'autre part, il aurait versé des pièces à l'appui de celle-ci ; or, le ministre aurait fait une appréciation entachée d'erreurs manifestes en concluant que de sérieux doutes devraient être émis à l'égard de la crédibilité du récit. En ce qui concerne les erreurs de dates des événements historiques, le demandeur donne à considérer que celles-ci s'expliqueraient par son âge à l'époque des faits. Par ailleurs, il aurait présenté un récit chronologique parfaitement cohérent et, en tout état de cause, le fait d'indiquer avoir vécu huit au Pakistan au lieu de dix ans, ne serait pas de nature à remettre en cause les faits sur lesquels sa demande de protection internationale est basée. Quant au général ... évoqué, il explique qu'il aurait utilisé le diminutif du Président afghan Mohammed Najibullah. Concernant le fait que le ministre n'aurait pas retrouvé son adresse sur un plan de ..., le demandeur estime que ce constat serait sans pertinence étant donné qu'il aurait quitté sa ville natale depuis deux ans et qu'elle serait en pleine reconstruction. Les raisons pour lesquelles il n'aurait pas pu situer son quartier sur la carte qui lui avait été montrée, tiendraient au fait que cette carte n'aurait pas présenté une vue d'ensemble et que les noms des grandes axes y auraient été écrits en anglais et non en dari.

Quant au journal qu'il a versé, le demandeur explique qu'il l'aurait reçu comme tel de l'ami de son père, et l'affirmation que le logo différerait du logo officiel resterait à l'état de pure allégation étant donné que le dossier administratif ne contiendrait aucune pièce de comparaison. Quant au contenu de l'article, il donne à considérer que la traduction figurant au dossier administratif serait différente de celle obtenue par son mandataire. Finalement,

l'indication de la ville de naissance sur son compte Facebook ne serait pas pertinente, étant donné qu'il aurait indiqué ... comme lieu de naissance lors de son audition, et que cette information serait confirmée par sa carte d'identité dont l'authenticité n'aurait pas été mise en doute par le ministre.

Au regard de la crédibilité du récit du demandeur, le délégué du gouvernement fait valoir qu'il serait curieux que le père du demandeur aurait été assassiné en 2008 pour des activités datant de plus des seize ans, d'autant plus qu'il aurait vécu à ...de 1992 à 1998 sans être inquiété. Il estime d'autre part que l'affirmation du demandeur que l'assassinat de ses parents serait commandité par Mohammed ... ou les Moudjahidines serait une pure supposition et donne à considérer que le général ... aurait été un allié du général ... et cofondateur avec ce dernier de l'alliance du Nord, tandis que, lors de son audition le demandeur aurait expliqué que son père se serait senti en sécurité à ...auprès du général .... Le délégué du gouvernement en conclut qu'il serait peu crédible qu'un allié du général ... ait commandité l'assassinat des parents du demandeur.

En ce qui concerne le journal documentant prétendument l'assassinat des parents du demandeur, le délégué du gouvernement soutient que des doutes sérieux quant à son authenticité devraient être émis, étant donné qu'au vu du papier utilisé et des photos y figurant il s'agirait plutôt d'une copie, que le logo ne correspondrait pas à celui retrouvé sur internet et que le journal prétendument paru un samedi parlerait de l'évènement qui se serait passé « *hier dimanche* », de sorte à laisser supposer qu'il s'agirait du journal de lundi. D'autre part, les noms indiqués dans le journal différeraient de ceux des parents du demandeur et l'article ne parlerait que d'un enfant alors que le demandeur aurait indiqué avoir été accompagné de ses deux frères aux fiançailles de sa nièce. Il serait par ailleurs curieux que le demandeur ne se rappelle pas du jour de l'assassinat de ses parents. Finalement, le délégué du gouvernement donne à considérer que le journal versé porterait les mots anglais « *ARMAN-e-MILLIE* » bien que l'écriture officielle serait « *ARMAN-e-MILLI* ».

Aux termes de l'article 2 a) de la loi modifiée du 5 mai 2006, la notion de « *protection internationale* » se définit comme correspondant au statut de réfugié et au statut conféré par la protection subsidiaire.

La notion de « *réfugié* » est définie par l'article 2 c) de ladite loi comme étant « *tout ressortissant d'un pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ou tout apatride qui, se trouvant pour les raisons susmentionnées hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner (...)* ».

Le tribunal, statuant en tant que juge du fond en matière de demande de protection internationale, doit procéder à l'évaluation de la situation personnelle du demandeur, tout en prenant en considération la situation, telle qu'elle se présente à l'heure actuelle dans le pays de provenance. Cet examen ne se limite pas à la pertinence des faits allégués, mais il s'agit également d'apprécier la valeur des éléments de preuve et la crédibilité des déclarations du demandeur.

Force est au tribunal de constater de prime abord que les incohérences avancées par le ministre en ce qui concerne les dates de départ du demandeur de son pays d'origine pour le

Pakistan et son retour, sont, d'un côté, étrangères aux faits invoqués par le demandeur à l'appui de sa demande de protection internationale et, de l'autre côté, sont susceptibles de s'expliquer par le jeune âge du demandeur à l'époque des faits, de sorte à ne pas être, à eux seuls, de nature à décrédibiliser son récit dans son ensemble.

Quant à l'authenticité du journal versé par le demandeur afin de prouver la réalité de l'assassinat de ses parents, si la partie étatique semble mettre celle-ci en doute dans le sens que ledit article serait un faux, il convient de rappeler cependant que le faux en écriture ne se présume pas et que l'article 19 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives prévoyant expressément la possibilité d'une demande en inscription de faux contre une pièce produite, il y a lieu de constater en l'espèce que confronté aux contestations du demandeur, le délégué du gouvernement s'est limité à réitérer ses propos, mais n'a pas pour autant formulé une demande en inscription de faux qui aurait permis au tribunal d'engager la procédure spécifique afférente prévue à l'article 19 prévisé aboutissant le cas échéant à un jugement sur le faux par le tribunal compétent en la matière.

Il s'ensuit qu'en l'état actuel du dossier, il n'appartient pas au tribunal de retenir la qualification de faux document par rapport à la pièce litigieuse et il doit considérer le document en question comme non éterné en sa force probatoire, à défaut par la partie étatique d'avoir engagé la procédure spécifique afférente prévue au prédit article 19 de la loi du 21 juin 1999 précitée.<sup>1</sup> Dans ces circonstances, les contestations émises par le délégué du gouvernement quant à l'authenticité du journal versé, laissent d'être fondées pour ne pas être vérifiées à suffisance en fait et en droit.

Il convient cependant encore de souligner que la procédure en inscription de faux constitue une procédure d'ordre public que celui qui prétend qu'une pièce produite est fautive doit suivre<sup>2</sup> ; il convient par ailleurs de relever que le juge administratif n'est en tout état de cause pas habilité pour statuer, fût-ce par voie incidente, sur des questions échappant à sa compétence d'attribution et de trancher la question du caractère falsifié de la pièce incriminée, de sorte qu'il aurait en tout état de cause été obligé de surseoir à statuer et de renvoyer les parties devant le tribunal compétent<sup>3</sup>, à savoir les juridictions judiciaires seules compétentes de statuer sur l'existence de faux, soit par une action répressive, soit par la procédure de faux civil<sup>4</sup>.

Quant aux interrogations du ministre concernant les commettants de l'assassinat des parents du demandeur, s'il ressort certes d'un article publié sur internet versé par le délégué du gouvernement que le général ... et Mohammed ... ont été des alliés en 1996 pour former l'Alliance du Nord, force est au tribunal de constater sur base des documents versés que les alliances politiques sont essentiellement temporaires en Afghanistan, de sorte à ce que le fait mis en avant par l'Etat est insuffisant pour mettre en doute la crédibilité du récit du demandeur dans son ensemble.

---

<sup>1</sup> Voir notamment trib. adm. 11 mars 2009, n° 25031, trib. adm. 20 avril 2009, n° 24838, trib. adm. 10 juin 2009, n° 25047.

<sup>2</sup> Diekirch, 5 décembre 1934, Pas. 13, p.340.

<sup>3</sup> Voir F. Schockweiler, Le contentieux administratif et la procédure administrative non contentieuse en droit luxembourgeois, n° 259.

<sup>4</sup> M. Leroy, Contentieux administratif, 3<sup>e</sup> éd., p.602.

Partant, il y a lieu de conclure qu'aucun élément du dossier n'est de nature à mettre en doute la crédibilité du récit du demandeur dans son ensemble.

En ce qui concerne le fond, le demandeur fait valoir que ce serait à tort que le ministre base son refus sur la circonstance que son père n'aurait plus travaillé pour les services de renseignement depuis 1992 étant donné que cette argumentation ferait totalement abstraction de la réalité de la société afghane, à savoir le sort réservé aux anciens membres du Khad. Il estime par ailleurs que les faits invoqués seraient à considérer comme personnels eu égard à sa situation particulière, à savoir sa minorité au moment des faits de l'activité de son père. Il fait encore valoir que l'état actuel du système policier et judiciaire afghan ne lui garantirait pas une enquête adéquate.

Force est au tribunal de constater qu'en l'état actuel de l'instruction du dossier aucun élément tangible ne permet de conclure que l'assassinat des parents du demandeur ait un lien avec la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social du père du demandeur. S'il est constant en cause que le père du demandeur a été membre du service de renseignement durant le régime communiste en Afghanistan, il ressort cependant du « *COUNTRY OF ORIGINE INFORMATION REPORT AFGHANISTAN* » du « *Home Office UK Border Agency* » du 18 février 2009, que le risque d'être persécuté dépend, d'un côté, de l'activité spécifique de l'intéressé et, de l'autre côté, s'il a été confronté ou en opposition avec une personne actuellement au pouvoir, de sorte que beaucoup d'anciens agents du service de renseignement ne sont pas inquiétés par le pouvoir actuellement en place et forment même la moitié de l'effectif de l'actuel service de renseignement. Ainsi, force est de conclure que les anciens membres du Khad ne sont pas systématiquement persécutés et qu'en l'état actuel du dossier l'allégation du demandeur que le général ... aurait commandité l'assassinat de ses parents laisse d'être prouvée.

Enfin, même à supposer que l'assassinat des parents du demandeur ait été motivé par les activités politiques de son père, le demandeur n'établit aucun lien concret entre ce assassinat et un risque personnel de persécution, le demandeur lui-même n'ayant exercé aucune activité politique. Or, des faits non personnels mais vécus par d'autres membres de la famille ne sont susceptibles de fonder une crainte de persécution au sens de la Convention de Genève que si le demandeur d'asile établit dans son chef un risque réel d'être victime d'actes similaires en raison de circonstances particulières. A défaut par le demandeur d'asile d'avoir concrètement étayé un lien entre le traitement des membres de sa famille et d'éléments liés à sa propre personne l'exposant à des actes similaires, ces faits ne sont pas de nature à constituer des indications sérieuses d'une crainte fondée de persécution.<sup>5</sup>

Il s'ensuit que les faits dont le demandeur fait état ne permettent pas de retenir dans son chef un risque de persécution au sens de la Convention de Genève ou de la loi du 5 mai 2006. C'est partant à juste titre que le ministre, au terme de l'analyse de la situation personnelle du demandeur, a déclaré sa demande d'asile sous analyse comme étant non fondée.

En ce qui concerne le refus du ministre d'accorder au demandeur le bénéfice de la protection subsidiaire telle que prévue par la loi du 5 mai 2006, il y a lieu de rappeler qu'aux termes de l'article 2, e) de ladite loi, est une « *personne pouvant bénéficier de la protection*

---

<sup>5</sup> Voir TA 21 mars 2001, n° 12965) du rôle, Pas. adm. 2010, v° Etrangers, n°128



*subsidaire», « tout ressortissant d'un pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que la personne concernée, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 37, l'article 39, paragraphes (1) et (2), n'étant pas applicable à cette personne, et cette personne ne pouvant pas ou, compte tenu de ce risque, n'étant pas disposée à se prévaloir de la protection de ce pays ».*

L'article 37 de la même loi énumère en tant qu'atteintes graves, sous ses points a), b) et c), *« la peine de mort ou l'exécution; ou la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

A ce sujet, il y a lieu de retenir qu'à défaut de lien entre les faits invoqués et la personne du demandeur le tribunal administratif ne saurait conclure qu'il existe des motifs sérieux et avérés de croire que le demandeur, s'il était renvoyé dans son pays d'origine, court un risque réel de subir la peine de mort ou l'exécution ou la torture, des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants ou encore des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international, de sorte que c'est à bon droit que le ministre a rejeté la demande de protection subsidiaire.

Il suit de l'ensemble des considérations qui précèdent que le recours en réformation est à rejeter comme étant non fondé.

## 2. Quant au recours tendant à l'annulation de la décision du ministre du 28 août 2010 portant ordre de quitter le territoire

Etant donné que l'article 19 (3) de la loi du 5 mai 2006 prévoit un recours en annulation contre l'ordre de quitter le territoire, une requête sollicitant l'annulation de pareil ordre contenu dans la décision déferée du 28 août 2010 a valablement pu être dirigée contre la décision ministérielle litigieuse. Le recours en annulation ayant par ailleurs été introduit dans les formes et délai prévus par la loi, il est recevable.

Aux termes de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, une décision négative du ministre en matière de protection internationale vaut ordre de quitter le territoire en conformité des dispositions de la loi du 5 mai 2006.

Le demandeur estime que l'ordre de quitter le territoire violerait tant l'article 129 de la loi du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration que l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Force est au tribunal de constater que l'ordre de quitter le territoire n'est pas à confondre avec décision d'éloignement, de sorte que les articles et la jurisprudence afférente cités par le demandeur qui ont trait à l'éloignement ne sont pas applicables à un ordre de quitter le territoire. Il convient encore de relever que l'ordre de quitter le territoire est envisagé uniquement, d'après les dispositions de l'article 19 (1) de la loi du 5 mai 2006, comme conséquence légale du refus de protection internationale à entrevoir en l'occurrence sous son double volet du statut de réfugié et de protection subsidiaire, de sorte que le recours

est à rejeter comme non fondé étant donné que le recours contre le refus de la protection internationale n'est pas fondé.

Partant, le recours en annulation est à rejeter pour ne pas être fondé.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

reçoit en la forme le recours principal en réformation contre la décision ministérielle portant refus d'une protection internationale ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute ;

reçoit en la forme le recours en annulation contre la décision ministérielle portant ordre de quitter le territoire ;

au fond, le déclare non justifié et en déboute,

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 25 mai 2011 par :

Marc Sünner, premier juge,  
Claude Fellens, premier juge,  
Annick Braun, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Marc Sünner

Reproduction certifiée conforme à l'original  
Luxembourg, le 26 mai 2011  
**Le Greffier du Tribunal administratif**